

Emmanuel Macron est-il menacé d'un destin à la Lionel Jospin ?



L'entrée en campagne du grand favori des sondages pourrait-elle changer le regard que les Français portent sur le président ?

Avec Frédéric Micheau, Maxime Tandonnet

Atlantico : Alors que de nombreux observateurs tablent sur un « trou d'air » ou une perte de quelques points dans les enquêtes d'opinion lorsque Emmanuel Macron entrera officiellement dans la course à la présidentielle, risque-t-il de connaître le même sort que Lionel Jospin en 2002, éliminé contre toute attente au premier tour des élections malgré une bonne santé dans les sondages publiés à l'époque ? Peut-on voir des similitudes entre les deux candidats ?

Frédéric Micheau : Lionel Jospin n'était pas le président sortant mais premier Ministre, ce qui constitue une vraie différence. Lorsqu'on regarde l'histoire des présidents de la République, il faut bien distinguer ceux qui arrivent au terme naturel de leur mandat tout en étant encore dans la plénitude de l'exercice de leur fonction politique, comme Valéry Giscard

d'Estaing en 1981 ou Nicolas Sarkozy en 2012, et ceux qui sont au terme d'une cohabitation, comme ce fut le cas pour François Mitterrand en 1988 et Jacques Chirac en 2002. Dans ce cas précis, le président sortant est dans une situation particulière puisqu'il n'est pas responsable politiquement du bilan de la cohabitation. Il a donc les avantages de sa fonction, à savoir la présidentiabilité, la stature internationale, l'expérience ... sans subir les conséquences négatives qui peuvent apparaître avec l'exercice du pouvoir. Emmanuel Macron est dans la première situation. Il est aujourd'hui en tête des intentions de vote et devance de plusieurs points ses concurrents. Il serait réélu au deuxième tour si l'élection avait lieu dimanche prochain. Cette situation l'avantage et lui permet de repousser l'annonce de sa candidature.

Mais le plus important pour un président sortant est certainement son bilan mais aussi et surtout son projet. Celui-ci doit être justifié et surtout motivé et crédible auprès des Français. Même si Lionel Jospin avait un bilan économique relativement bon en termes d'emploi, tout comme Emmanuel Macron, son projet n'était pas assez clair pour une partie de la gauche. De plus, il n'était pas assez différent de celui de Jacques Chirac. Ajoutons que le bilan de Lionel Jospin en matière de sécurité, qui était une thématique très importante lors de ces élections, était très critiqué. De telles remarques en matière de sécurité sont régulièrement lancées contre Emmanuel Macron.

Maxime Tandonnet : Les sondages se succèdent et se ressemblent. Ils placent le président sortant loin en tête au premier tour. La situation était différente sous l'ère Jospin. Jospin était selon les sondages légèrement devant Jacques Chirac qui le suivait de tout près. Emmanuel Macron et Lionel Jospin ne sont pas dans la même situation. Le premier est chef de l'Etat drapé dans son statut de chef de guerre contre le covid 19. M. Jospin était Premier ministre de son concurrent, Jacques Chirac président sortant, et en tant que Premier ministre, devait assumer un bilan gouvernemental, notamment le chômage de masse et l'insécurité. Oui la non qualification de Jospin au second tour, devancé par Jean-Marie le Pen fut un séisme. Elle a fort peu de chance de se reproduire au détriment de M. Macron. Cela ne signifie pas qu'il sera forcément réélu.

Atlantico : L'image d'Emmanuel Macron auprès des Français risque-t-elle de changer lors de son entrée en campagne ? En quoi une officialisation de sa candidature pourrait-elle changer la donne ?

Frédéric Micheau : Son image pourrait légèrement varier. Quand un homme politique passe du statut unique de chef de l'État à celui de simple candidat, il perd une certaine forme de prestige et un avantage concurrentiel. Cela peut provoquer une petite perte de « présidentiabilité » et quelques points en moins dans les sondages. Cette transition peut être risquée et se traduire par une évolution de son image. L'importance est donc de bien travailler la justification de son entrée en campagne, d'essayer de conserver au maximum la supériorité d'image que lui confère son statut. C'est ce qui pourrait expliquer pourquoi Emmanuel Macron ne veut pas débattre pour le moment avec les autres candidats.

Au moment de son entrée en campagne, il y aura nécessairement des discussions autour de son bilan. Les médias vont faire des dossiers récapitulatifs sur des éléments tangibles, les

indicateurs économiques, sociaux, etc. Des enquêtes d'opinion seront conduites sur la façon dont les Français perçoivent les différents éléments du bilan du chef de l'Etat. Charge à lui de présenter son bilan sous le meilleur jour et de mettre en avant des éléments de projets : aller plus loin, approfondir, faire ce qui n'a pas pu être fait en raison de la crise Covid ou des événements du quinquennat, ou développer un nouveau projet. Un avantage qu'il peut avoir est de faire valoir que ce sera son dernier mandat. Le fait qu'il serait détaché de devoir travailler à sa réélection pourrait avoir une portée auprès de certains électeurs.

Maxime Tandonnet : Sans aller jusqu'à son éviction du second tour, le trou d'air sondagier est une possibilité avérée. En tant que chef d'Etat dans le contexte de l'épidémie, il bénéficie d'un puissant effet légitimiste qui entretient une relative popularité. En redescendant dans l'arène, il va forcément perdre ce statut de « chef de guerre ». C'est pourquoi il tarde le plus possible son entrée en campagne. C'est pourquoi aussi selon certaines sources, il refuserait de participer aux débats de premier tour. C'est une façon de conserver un statut à part, au-dessus de la mêlée. Dès lors qu'il sera dans l'arène, il ne pourra plus rester silencieux sur le bilan de son quinquennat. Il ne pourra pas non plus s'abstenir de parler de l'avenir et rester dans le flou sur le sens d'un second quinquennat. La réaction de l'opinion devant ce nouvel Emmanuel Macron descendu de son piédestal, est difficile à prévoir. L'effet légitimiste peut se prolonger quelque temps comme il peut s'affaiblir mais le socle de ses fervents admirateurs paraît solidement établi à environ 20% dans tous les sondages. Celui-là ne bougera sans doute pas. Tout dépend aussi de ses adversaires et notamment de la capacité de Valérie Pécresse à rebondir et à offrir une alternative.

Atlantico : Alors que le gouvernement actuel vante voire exagère parfois son bilan - comme sur les questions économiques ou sécuritaires - une entrée en campagne d'Emmanuel Macron, qui serait alors un candidat parmi d'autres, pourrait-elle permettre aux Français de prendre conscience des faiblesses ou des incohérences d'Emmanuel Macron et de son bilan ?

Frédéric Micheau : Oui, elle pourrait permettre de prendre conscience à la fois des faiblesses mais aussi de ce qui a été fait. Il va y avoir un projecteur médiatique sur le bilan du quinquennat.

La majorité va plutôt le défendre - c'est de bonne guerre - en mettant en avant les éléments positifs. Et tous les opposants vont plutôt tenter de dénigrer ce bilan. Cela fait partie de la campagne électorale et ce sera aux Français de décider.

Maxime Tandonnet : Cet éventuel retour au monde des réalités dépend de plusieurs facteurs. Il faudrait que disparaîsse dans les semaines à venir la hantise du covid 19 pour que les Français soient prêts à penser à autre chose. Il faudrait que les médias radio/télévision et une partie de la presse écrite, l'immense majorité des commentateurs de la vie publique qui voient un culte étrange à la personne d'Emmanuel Macron sortent de la béatitude et se mettent à s'interroger sur le bilan réel de son quinquennat. Il faudrait que le pays se réveille. Il faudrait que l'opposition, notamment Mme Pécresse, s'empare pleinement du sujet du bilan d'un quinquennat et qu'elle soit soutenue sans réserve par son parti. Nous vivons une période

de mystification qui n'a guère de précédent. Une sorte d'illumination collective autour de la personne du chef qui écrase toute notion de bien commun ou d'intérêt général. Nous vivons une ère de déconnexion entre l'image médiatique et la réalité... Le pays aura-t-il la capacité intellectuelle et mentale, en quelques semaines, à en prendre conscience et à déchirer le voile ? C'est la grande inconnue. Tout dépend sans doute, là aussi, de la crédibilité que Mme Pécresse parviendra à gagner.

Atlantico : Quels seraient les points les plus douloureux pour Emmanuel Macron ? Les éléments de son bilan sur lequel on pourrait lui faire le plus de reproches ?

Frédéric Micheau : Il y en a plusieurs, mais la question du pouvoir d'achat est la plus sensible dans l'opinion. C'est le principal sujet de préoccupation, l'enjeu sur lequel les Français se prononceront prioritairement au moment de voter. Sur ce plan, le bilan n'est pas nécessairement perçu comme à la hauteur des attentes, qui sont extrêmement fortes et aiguisées par le contexte actuel (difficulté de fin de mois, hausse des prix de l'énergie, etc.). Les autres enjeux n'ont pas la même acuité dans l'esprit des Français.

Maxime Tandonnet : M. Macron fut élu sur le thème de la « transformation de la France ». Or, il peut guère se prévaloir de grandes réformes réussies. Le bilan de son quinquennat est plutôt celui d'un effondrement : explosion de la dette publique (116% du PIB) et des déficits, chômage de masse (3,4 à 6 millions de chômeurs selon pole emploi), pauvreté (10 millions de personnes selon l'INSEE), désastre du commerce extérieur lié à la désindustrialisation, hausse spectaculaire de l'immigration selon les statistiques officielles, poussée de l'insécurité avec une explosion des violences aux personnes, chute vertigineuse du niveau scolaire notamment en mathématiques, dégradation du système de soin y compris hospitalier et pire que tout, saccage des libertés publiques dans le cadre d'un « Absurdistan » bureaucratique qui n'a rien réglé de la crise sanitaire. Certes, il serait exagéré de tenir le quinquennat Macron pour seul responsable d'une situation aussi délétère. Mais celui qui promettait un nouveau monde n'a pas réussi à enrayer le déclin. Sa fin de mandat se traduit par une explosion du vote anti-système qui se cristallise désormais sur trois candidats à un niveau élevé et probablement une poussée de l'abstentionnisme. Cette fragmentation de l'électorat par la course aux extrêmes est d'ailleurs le principal facteur de son éventuelle réélection. Et que peut-il bien promettre désormais ? Quelle transformation ? Quel nouveau monde ? S'il est réélu, ce ne peut être que par indifférence et par résignation. Et la suite sera chaotique.

Atlantico : Comment les Français jugent-ils actuellement le bilan d'Emmanuel Macron ?

Frédéric Micheau : Deux tiers des Français considère que le Président actuel n'a pas été fidèle à ses promesses de campagne. Une majorité de la population estime que son bilan depuis son élection en 2017 est négatif. Mais ce jugement est meilleur que celui qui était porté à la fin de leur mandats respectifs sur l'action de Nicolas Sarkozy et François Hollande. Dans le détail, l'action d'Emmanuel Macron est jugée favorablement en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, la place de la France dans le monde, la gestion de la crise sanitaire et la lutte

contre le chômage. A l'inverse, le pouvoir d'achat et la lutte contre la dette et les déficits constituent les deux points noirs de son bilan, selon les perceptions des Français.